



## Le glossaire d'Aglo

**P**ARTICIPER {partisipe} : v.tr.ind. ; du latin participare, qui prend part : prendre part à quelque chose.

Participation : n.f. : action de participer à quelque chose / contraire : abstention.

En science politique, la participation est un terme plus général qui recouvre les différents moyens par lesquels les citoyen(ne)s peuvent prendre part aux choix et décisions politiques qui traitent de leur vie quotidienne.

C'est un droit de regard, de libre discussion et d'intervention des membres d'une communauté.

Toutefois, pour que cette participation soit possible, un certain degré de transparence est nécessaire, impliquant que les procédures administratives de préparation et de prise de décision soient simplifiées.

Le citoyen non impliqué doit avoir les moyens d'assumer son rôle et de se forger ses propres jugements politiques.

C'est grâce à une telle participation des citoyens que la politique peut devenir plus humaine, dans tous les sens du terme. ■

**Groupe Alliance pour le Grand Lyon Opérationnel (AGLO)**

**Président : Patrick Bertrand**

**Chargée de mission : Dominique Kaercher**

**gbert-gauthier@grandlyon.org**

**Groupe Synergies-Avenir**

**Contact Chargé de mission : 04 78 63 45 84**

**Groupe Grand Lyon d'Abord**

## Les transports ferroviaires vont faire halte à Jean Macé

**L**e Grand Lyon, comme la plupart des grandes métropoles françaises et européennes est confronté depuis plusieurs années aux problèmes des déplacements.

Développer les transports en commun (métro-bus-tramway-train) est aujourd'hui une priorité afin d'offrir un réseau maillé qui garantisse le meilleur mode de transports permettant de lutter contre la croissance constante du trafic automobile et de ses nuisances.

Le transport ferroviaire nous apparaît comme un élément fort à développer.

Ainsi la halte ferroviaire Jean Macé permettra d'améliorer l'accessibilité dans l'agglomération car elle sera desservie par des trains périurbains en provenance de Villefranche, Vienne et Bourgoin.

Ces trains à destination de Perrache ne desservent pas aujourd'hui la gare de la Part-Dieu saturée. Or, les utilisateurs de la halte pourront rejoindre la Part-Dieu ou Gerland par la ligne B du métro et auront accès à la ligne T2 du tramway ainsi qu'à une dizaine de lignes TCL.

Cette halte s'intègre dans les objectifs du développement durable et du développement des transports « propres » tout en répondant à la demande croissante des utilisateurs de transports ferrés.

Notre groupe politique souhaite et travaille à la réalisation de nouvelles lignes ferroviaires qui contribueront à offrir une nouvelle qualité de vie, par un transport plus attractif et rapide entraînant la diminution des pollutions et des nuisances sonores. ■

**Groupe UDF**

## Participation et partenariat pour le logement

**E**n janvier 2004, le Grand Lyon accueillait les États Généraux du Logement (EGL). Tous les acteurs du logement de l'agglomération lyonnaise se réunissaient pour répondre à la crise du logement. Aujourd'hui, les travaux des EGL se poursuivent à travers un comité de suivi travaillant sur le thème du Renouvellement Urbain (RU). Andrée Roux, l'élue GAEC du 8<sup>e</sup> arrondissement à l'origine de la tenue des EGL, en est membre.

Ce comité a publié en mai 2006 une lettre d'information faisant le bilan de son action, affichant deux principaux résultats concrets : une Charte du relogement signée par tous les acteurs du RU ; un projet de Charte de la participation du RU, en voie d'achèvement et qui devrait être intégrée au Programme Local de l'Habitat (PLH) en cours d'adoption par le Grand Lyon. La participation doit devenir une règle de fonctionnement entre acteurs

du quartier, dans un véritable partenariat. Mais si des demandes importantes du comité de suivi ont été prises en compte, le principal problème demeure : la pénurie de logements. Le gouvernement a proposé en mai l'expérimentation du droit au logement opposable par les collectivités locales volontaires.

Toute personne privée de logement pourrait poursuivre en justice les pouvoirs publics. Peut-être que cette nouvelle possibilité qui s'ouvre sera une piste de travail pour les EGL à venir ? ■

**Groupe GAEC (gauche alternative, écologique, citoyenne)**

**Tél. 04 26 99 38 83 - (Fax 39 58)**

**e-mail : groupegaec@grandlyon.org**

**site : www.gaec-lyon.org**

**L'**État, la SNCF, la Région Rhône Alpes, le Département du Rhône et la Communauté Urbaine de Lyon viennent de signer la convention de financement de la deuxième tranche de réalisation du centre de maintenance des TGV situé à la Guillotière et qui s'inscrit dans le cadre du projet global du TGV Lyon Turin.

L'accord de participation financière du Grand Lyon, quoi que tardive, sur ce projet d'extension largement porté par le Ministre des Transports va permettre de conforter le positionnement clef de l'agglomération lyonnaise sur le réseau TGV national et international.

Les points forts de cette extension sont bien sûr les conséquences en matière d'emploi et la récupération de la TVA qui permettra de couvrir en 3 ans l'investissement du Grand Lyon sur les 2 tranches soit 21 et 33 millions d'euros.

Nous souhaitons également que dans ce projet, sous maîtrise d'ouvrage de la SNCF,

toutes les mesures soient prises pour que les éventuelles nuisances environnementales et sonores soient traitées.

Nous sommes attentifs aux répercussions que pourraient avoir ce projet sur l'avenir des ateliers situés à La Mulatière.

Nous souhaitons donc que le futur centre d'entretien des TGV Guillotière puisse travailler en complémentarité avec le site de La Mulatière qui emploie à ce jour plus de 900 personnes. La SNCF considère que ce centre de maintenance du matériel d'Oullins présente un intérêt majeur dans le dispositif. Enfin, nous insistons pour que la réflexion, à la charge du Grand Lyon, sur la conséquence des déplacements engendrés soit reprise dans un plan d'ensemble cohérent et stratégique afin d'éviter comme à chaque nouveau projet de traiter ces problèmes de façon séquentielle. ■

**Les élus du groupe UMP du Grand Lyon**

**A** 6 km de Bellecour, le Grand Lyon a la chance de disposer d'une eau abondante et de qualité, prélevée à 90 % dans la nappe phréatique du Rhône sur les communes de Vaulx-en-Velin et Rillieux-la-Pape.

Toutefois, pour ce qui est du prix de l'eau, la générosité de la nature ne bénéficie pas aux habitants de l'agglomération, puisqu'ils paient leur mètre cube d'eau brute à un niveau qui place le Grand Lyon en 3<sup>e</sup> position des grandes villes françaises où l'eau est la plus chère, très loin devant Paris, Strasbourg, ou Grenoble. Lors de la renégociation quinquennale du contrat en 2002, une baisse de prix de 4 % avait été obtenue de la Générale des Eaux, titulaire du contrat d'affermage des eaux du Grand Lyon. Mais elle a été compensée dès 2004 par les hausses contractuelles. Sur la période 2003-2006, l'application de la formule de révision a conduit à 13 % de hausse, soit plus que l'inflation alors que la redevance communautaire d'assainissement est restée stable.

Nous devons préparer sérieusement la renégociation quinquennale du contrat de distribution d'eau pour la période 2008-2013. Or, les travaux de la Chambre Régionale des Comptes et des associations de consommateurs montrent que le prix de l'eau est manifestement excessif. Entre répercussion des gains de productivité et changement de la formule de révision aujourd'hui défavorable à l'usager, des marges de manœuvre existent, établies du point de vue technique et financier, et nous pourrions baisser le prix de l'eau de près de 30 %. Pour plus d'information, nous vous invitons à consulter notre site internet. ■

**Groupe des élus verts du Grand Lyon**

**Présidente : Françoise Besnard**

**Contact : groupeverts@grandlyon.org - site : www.lesvertslyon.org**

## Liberté de se questionner...

Lors du débat sur le Compte administratif, on osa prétendre que les élus communistes seraient frileux sur la nécessité du développement. Nous demandons simplement les éléments sur la réalité et la diversité des retombées sociales – surtout en nombre d’emplois durables – grâce aux grands projets, aides diverses au monde économique. Il serait malhonnête de rendre les communistes responsables du manque de croissance économique dans nos économies capitalistes, atteintes du « Principe de Peter » (ou « seuil d’incompétence »).

Si Monsieur Barre a dit – à l’occasion de l’inauguration de la Salle 3000 – que « [...] les voix sur les préoccupations de proximité sont mauvaises conseillères pour le développement », lui, le professeur en économie, devrait savoir que l’économique et le social de proximité peuvent s’épauler avec bénéfice pour toute la société. Ainsi, nous avons connu « Los Angeles-sur-Rhône » de Monsieur Pradel, nous pourrions être subjugués par un « Saint-Jean-Cap-Ferrat-sur-Rhône » – exemple de proximité, de propreté, de beauté –, où habite Monsieur Barre, mais que mérite aussi toute l’agglomération avec les futures berges du Rhône.

Développement, croissance, création de richesses... qui, selon le futur Forum pour une mondialisation responsable, ne nécessiteraient pas seulement une « mondialisation responsable » mais une « mondialisation solidaire », qui supposerait une répartition équitable et durable des richesses produites. Une résistance aux puissances d’argent est incontournable mais elle suppose du courage. Or, ce n’est pas du côté de Monsieur Delors que l’on trouvera la bonne boussole ni dans la recherche d’un hypothétique nouveau Jean Jaurès, dont la naissance en agglomération est bien loin d’être annoncée. C’est bien l’engagement unitaire des citoyennes et des citoyens qui peut être déterminant pour un nouvel espoir populaire. ■

Groupe Communiste & intervention citoyenne

Contact : 04 26 99 38 79 – [groupecommuniste@grandlyon.org](mailto:groupecommuniste@grandlyon.org)

## Vive la mode

Soutenir la création et l’innovation, hisser la mode comme un vecteur du rayonnement international, aider principalement les industries du textile, tels sont les enjeux de la politique menée par le Grand Lyon et confirmée récemment.

Ce sont aussi les succès croissants des salons Lyon Mode City et interfilière, le soutien à l’espace textile, le développement du concept de Lyon Vison Mode.

Des jeunes créateurs émergent et le Grand

Lyon devient un lieu attractif et dynamique pour la mode européenne.

C’est surtout, au-delà de l’image positive, le maintien d’emplois dans un secteur concurrencé par la mondialisation et les délocalisations qui en découlent.

Le Groupe Radical de Gauche soutient pleinement cette politique initiée principalement sous cette mandature. ■

Groupe Radical de gauche

## Givors-Grigny

Dans notre pays, à la différence de beaucoup de nos voisins, la gouvernance métropolitaine reste à inventer. Cette situation empêche notre agglomération de mettre en œuvre une politique qui soit en phase avec les ambitions d’une métropole en raison de l’émiettement du pouvoir et de la multiplicité des acteurs. Elle est un handicap indéniable dans le domaine des grandes infrastructures car il faut concilier les approches de quatre départements et de onze autorités organisatrices de transports.

Depuis 1966, le périmètre de la Communauté Urbaine n’a pas évolué. Aujourd’hui, ses limites territoriales, non seulement ne correspondent pas à l’aire métropolitaine mais, plus grave encore, elles ne recouvrent pas entièrement le périmètre de l’agglomération au sens restreint du terme. Il y a ainsi des zones fortement urbanisées, notamment à l’Est, au Sud-Est et au Sud-Ouest de l’agglomération, qui ne sont pas incluses dans le périmètre du Grand Lyon. De même, il est aberrant que certains grands équipements structurants, tels que l’aéroport international et la gare TGV de Satolas, soient

situés hors du cadre de la COURLY.

Il y a également une particularité qu’il convient de prendre en compte : c’est que l’agglomération lyonnaise, en termes démographiques, recoupe l’essentiel du département du Rhône (85 % de la population). Cela amène très souvent les deux collectivités à intervenir sur les mêmes opérations sans qu’il y ait toujours une harmonie parfaite entre elles.

Faute d’évolution législative prévisible, l’idée de la gouvernance métropolitaine ne gagnera du terrain que si des initiatives locales fortes sont prises. Les communes de Givors et Grigny ont ouvert la voie. Leur adhésion n’a de sens que si elle nous incite à nous mobiliser collectivement pour faire en sorte que d’autres communes ou communautés de communes s’engouffrent dans la brèche ainsi créée et viennent conforter le pouvoir d’agglomération. ■

Le groupe Union pour la Communauté  
Grand Lyon - 20, rue du Lac - 69003 Lyon  
Tél : 04 26 99 38 92  
[www.millon.org](http://www.millon.org)  
[fcarmont@grandlyon.org](mailto:fcarmont@grandlyon.org)

## La BD des socialistes



Groupe socialistes & apparentés du Grand Lyon  
Contactez-nous au 04 78 63 48 29  
email : [groupesocialiste@grandlyon.org](mailto:groupesocialiste@grandlyon.org)  
[www.groupesocialiste.org](http://www.groupesocialiste.org)